SPÉCIAL RENTRÉE

Le Nouveau CAMPUS

Publication de l'Union Nationale des Étudiants de France

unef

Nov. 92 ● 2 F

Nouvelle Série – N° 1

ASSEZ !

éditorial

Maintenant, ça suffit. Il y en a assez qu'on prenne les étudiants pour du bétail à trier, assez qu'on nous stocke dans des amphis jusqu'au dégoût, assez qu'on nous rende uniques responsables de taux d'échec programmés ! Assez d'aller aux examens comme à l'abattoir, marre de payer toujours plus cher pour avoir moins, ras-le-bol qu'on décide à notre place ce qui serait le mieux pour nous ! Pour des centaines de milliers d'entre nous, pas besoin d'un long discours : cette rentrée est catastrophique. Et pourtant M. Lang ose déclarer : *"la rentrée s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes"* (1). Tout va donc bien pour les milliers de bacheliers victimes de l'inscription "mieux-que-rien" à l'entrée en fac ; tout est pour le mieux pour les 200. 000 étudiants à qui l'on refuse une place en cité-U ou une bourse ; la joie anime ceux qui se salarient pour pouvoir payer leurs études, de même que c'est le bonheur lorsqu'on est livré aux tenailles d'un prêt bancaire ; tandis qu'à 50 par T.D., on atteind le Nirvana !

Non contents d'être arnaqués, il faudrait qu'on applaudisse ? De rentrée désastreuse en rentrée catastrophe, il faudrait s'habituer à la galère. L'année dernière il fallait s'estimer heureux de n'être pas assis par terre pour prendre ses cours ; aujourd'hui il faudrait se réjouir d'avoir pu rentrer dans la salle ! Le manque de profs, de personnels administratifs serait fatal ? La pénurie de matériels, de locaux, c'est la faute à "pas de chance" ? Les loyers en cité, le ticket de RU, les droits d'inscription qui s'envolent et le montant des bourses en chute libre, c'est normal ? Il faudrait accepter cette logique, se résigner au pire ? Essayer de s'en sortir en écrasant les copains ? Non, mille fois non !

Arrêtez de nous prendre pour des pigeons, MM. les ministres successifs. Vous ne ferez croire à personne que l'on combattra la sélection par... plus de sélection.

(suite de l'Edito en page 3)

Les mauvais points de la rentrée

● LA BOURSE OU LA VIE ?

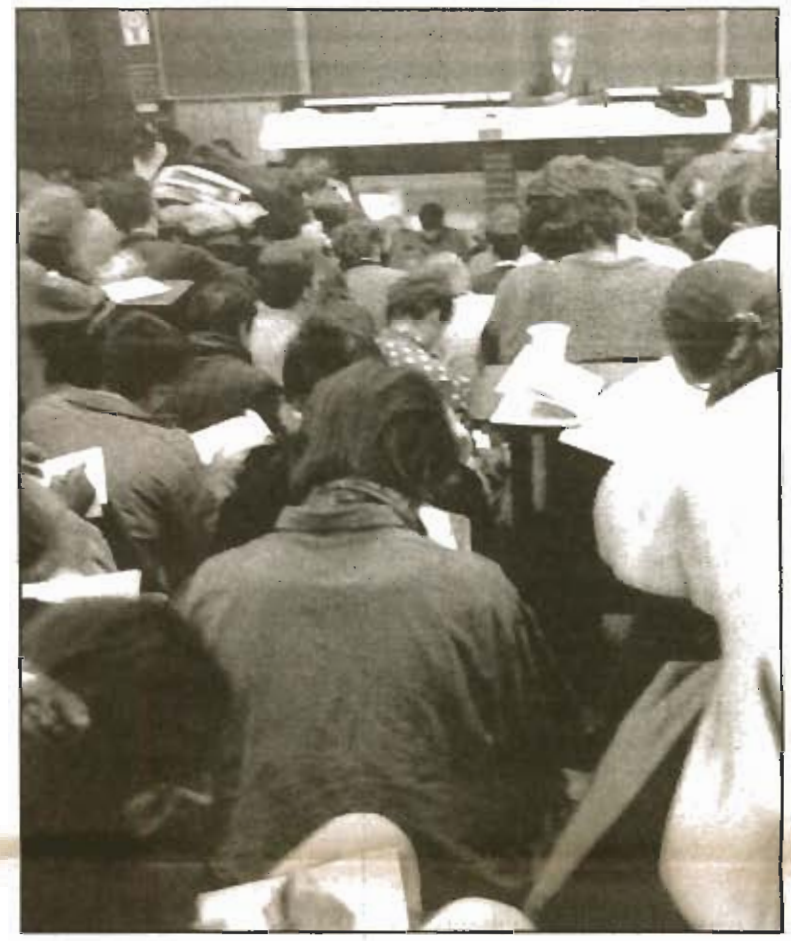
A en croire le ministère, la revalorisation des bourses serait l'une des priorité de la rentrée 92. La preuve : leur montant augmente de 3 %. La belle affaire : cela compense à peine l'augmentation des prix ! Et peut-on parler de progrès alors que l'année dernière l'augmentation était de... 5 % ? Alors, où est la réalité ?
La réalité c'est que le ministère nous raconte du pipeau. La réalité c'est la galère que vivent les étudiants boursiers : versements en retard alors que c'est dans les premiers mois qu'on a le plus de frais, montant largement insuffisant... La réalité c'est que même les instituts les plus officiels contredisent le ministère.
Ainsi, pour l'Observatoire de la Vie Etudiante (O. V. E), il ne fait aucun doute que les inégalités réelles s'accroissent à l'université. Le CREDOC (Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie) confirme cette analyse en constatant que la part des bourses et de l'aide publique dans le revenu étudiant est en baisse, entraînant une plus forte pression sur le revenu des parents.
Comment pourrait-il en être autrement, alors que les frais d'inscriptions, le coût des études, les loyers, les transports ne cessent d'augmenter ? Aujourd'hui, alors que les dépenses annuelles d'un étudiant sont estimées à 30 000 F minimum, la bourse maximum n'est que de 17 244 F par an.

Mendier pour étudier ?

17 244 F par an, repartis sur les 10 mois de l'année universitaire, c'est 57 F par jour. Ce qui veut dire que lorsqu'on touche la bourse la plus élevée, donc lorsqu'on est dans la situation financière la plus "critique" (euphémisme administratif), il faudrait vivre avec moins que le RMI !
Travailler pour payer ses études, c'est ce que fait près d'un étudiant sur deux. "Ouverture bénéfique sur le monde du travail" diront certaines bonnes âmes (lesquelles n'ont souvent pas besoin de travailler, elles).
Résultat de "l'ouverture" forcée : le taux d'échec chez les étudiants salariés est deux fois plus élevé que chez les autres.
Pour résoudre le problème, le ministère a trouvé la solution miracle : les prêts bancaires garantis par l'Etat. Le slogan branché aurait pu être "banquiers, enrichissez-vous ; étudiants, endettez-vous ! ". Un peu cru peut-être... Tout de même, il fallait oser : proposer aux plus démunis d'entre nous d'hypothéquer leurs études et présenter le tout comme une avancée sociale ! Seule organisation étudiante à n'avoir pas marché dans la... combine, l'UNEF n'a pas signé le Plan Social Etudiant, véritable arnaque qu'on pourrait rebaptiser Plan Social Endettement.
Les étudiants non plus ne ce sont pas fait avoir. Alors que le ministère comptait sur 360 000 prêts contractés, il n'y en a eu que.... 64 !
Et pourtant, au delà de l'échec du plan ministériel, beaucoup trop d'étudiants sont contraints de risquer leur avenir. Garantis par l'Etat ou non, les prêts bancaires, c'est le risque de crouler sous les dettes avant même d'avoir trouvé un travail, c'est le risque d'arrêter ses études pour pouvoire commencer à rembourser 30 000, 60 000, voire 100 000 F. Alors, sociale la rentrée ?

● LANG RELANCE LA RÉFORME JOSPIN !

Avril 92. Après 3 mois d'actions, de luttes étudiantes, Jospin, sous la pression, était contraint de partir et Jack Lang mettait au panier la réforme Jospin. Victoire évidente pour tous, mais la méfiance demeurait. Personne n'était dupe qu'on tenterait de nous imposer la même logique. Ça n'a pas loupé : le 19 octobre, Lang nous ressert le même plat avec une autre sauce :
- suppression de filières (10 Deugs au lieu de 45),
- remise en cause des diplômes nationaux,
- et remise en cause, fac par fac, de la session de septembre, du volume horaire.
Aucune de ces mesures n'est encore inscrite dans un cadre de loi. Le gouvernement craint trop la riposte. Autant dire que rien n'est encore joué. Nous pouvons rejeter le piège !



● ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Au coeur de l'aggravation générale des conditions d'études, les étudiants étranger sont particulièrement touchés. Outre la difficulté pour eux d'accéder à l'aide sociale, ils sont soumis à l'arbitraire des lois Pasqua-Joxe / circulaire Marchand qui instituent des mesures policières et des difficultés pour poursuivre les études (obligation de se salarier pour justifier de ressources). Aujourd'hui les étudiants ressortissants des pays du Maghreb ou des pays en voie de développement sont, de plus en plus, purement et simplement, interdits d'étudier en France. A Paris, par exemple, le refus de les inscrire est quasi systématique. Ce refus se fait à l'aide de 2 dispositions :
- une préinscription obligatoire en Décembre-Janvier de l'année précédent l'inscription. Les difficultés, voire l'impossibilité, de l'effectuer permettent de réduire massivement le nombre de postulants.
- le test de français, qui évalue théoriquement un niveau minimum de pratique de la langue, se révèle être un moyen de sélection très fortement discriminatoire, sans rapport avec le but initial. Il faut savoir que les étudiants étrangers sont pour beaucoup titulaire d'un bac bilingue (français/langue d'origine) d'un bon niveau.

● RENTRÉE EN MÉDECINE

Cette année, la rentrée en médecine est placée sous le signe d'attaques tous azimuts contre cette formation.
Comme l'année dernière, le numerus clausus (limitation de passage en 1ère année) est encore abaissé, et ce malgré la protestation unanime des doyens de facs de médecine, alors que le ministère avait promis de ne pas y toucher pendant quatre ans.
On nous impose aussi une réforme des études médicales qui, si elle a des points positifs (comme l'introduction de l'apprentissage de l'anglais), comporte des attaques inacceptables contre la qualité de la formation, en limitant le volume horaire de certaines matières essentielles (anat., physio...).
Et maintenant, la meilleure ! On vient d'apprendre qu'il a été décidé de renforcer la sélection de façon drastique pour les étudiants étrangers demandant un troisième cycle en France. Au moment où on nous demande d'être solidaire avec la Somalie, où nous voyons bien que la situation sanitaire dans le Tiers Monde est désastreuse, on décide de limiter la formation de leurs médecins ; c'est délirant !
Sur tous ces sujets, l'intervention de l'UNEF est déterminante en médecine. Car ce ne sont pas les associations locales ou les Corpos qui interviendront sur ces sujets !

● LES TRANSPORTS

90 : Jospin insère dans le Plan Social Etudiant, sous la pression de l'exigence à une meilleure aide sociale, le droit à 50 % sur les transports pour les étudiants.
Rentrée 92 : le ministère n'a toujours pas tenu ses promesses, alors que cette année c'est encore aux mêmes de passer à la caisse : augmentation des droits d'inscription, du ticket de restau-U, des loyers en cité-U, de la sécurité sociale, des transports... !
Le coût moyen des transports par étudiant s'élève approximativement, de 100 à 300 F par mois et pour Paris à 300 F sans compter qie de nombreux étudiants traversent plus de 5 zones, soit un coût de plus de 500 F par mois amputant, dans ce dernier cas, plus de 15 % d'un budget étudiant moyen. Si à tout cela on ajoute le temps perdu dans les transports, le campus universitaire mal desservis (pas assez de bus, certaines lignes s'arrêtant avant la fin des cours) tout est fait pour nous décourager à poursuivre nos études.
Faisons donc respecter notre droit aux 50 % sur les transports. **Jack à toi de jouer, si t'as le ticket chic prend une mesure choc !**

FILIERE D'AVENIR

L'université Toulouse-Le Mirail donne dans le paradoxe révélateur. Alors que 13 unités de valeur sont supprimées dans l'UFR d'Histoire, deux unités nouvelles apparaissent sur le campus :
IP 1000 et IP 2000,
traduction : "Insertion Professionnelle" 1er et 2nd niveau ; ou l'art de rédiger un CV pour émerger du lot à l'ANPE.
Nouvelle mission pour l'université : inculquer une éthique aux futurs chômeurs. Merci d'avance, Jack !

● LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE

Soit disant priorité gouvernementale, elle voit sa subvention baisser de 2 % (par rapport à l'inflation). Par contre, certaines universités "d'élites" ont des crédits de recherches qui augmentent considérablement. Cela aggrave encore les inégalités.
Nombre de laboratoires de Sciences ne survivent qu'avec des subventions militaires : le secret propre à ce genre de travaux rend impossible, ou retarde considérablement l'échange de connaissances.
De même, de nombreux projets ne peuvent voir le jour (crédits obligent !) qu'à une condition : avoir une "possible" application militaire.
Ailleurs, d'autres scientifiques sont tenus de se spécialiser dans la recherche "appliquée" pour avoir des résultats plus vite et obtenir des contrats avec les entreprises, au détriment de la recherche "fondamentale", vitale pour le développement de notre science.
Résultat : à 8 ans de l'an 2 000, la recherche universitaire en est à vivoter.

BUDGET 93 : LA POUDRE AUX YEUX.

On allait voir ce qu'on allait voir, le budget 93 allait être un grand cru, allait constituer le "must" en la matière... Chiffres en main, le ministre n'avait pas de mots assez forts pour qualifier l'effort exceptionnel consentir cette année.
On a vu, en effet : 300 000 m2 par-ci, 2 700 profs supplémentaires par là... Les chiffres bruts, c'est bien, c'est impressionnant. Mais ça supporte mal comparaison. D'un seul coup, tout devient relatif, et les chiffres s'éclairent la réalité d'une lumière crue : le budget 93 est en régression par rapport au précédent lorsqu'on le met en parallèle avec l'explosion des effectifs étudiants (rentrée 92 : + 110 000 nouveaux arrivants dans l'enseignement supérieur).
Les 300 000 m2 se transforment alors en moins de 3m2 par étudiant (contre 8m2 l'an passé), les 2 700 profs se répartissent en 1 enseignant pour 39 étudiants (contre 1 pour 28). La situation n'était déjà pas brillante, mais là, bonjour le progrès !
La satisfaction viendrait-elle de l'Aide Sociale ? Pas vraiment : le nombre de boursiers passe de 15,31 % à 16 % seulement. On est loin de l'objectif des 25 % fixé par le Plan Social Etudiant !
Se consolera-t-on avec la formation des enseignants ? Alors qu'on manque de profs, le budget prévoit la suppression de 1 000 allocations d'année préparatoire. On se demande à quoi sert la campagne publicitaire du ministère"Jeunes, enseignez"... Non vraiment, en cette rentrée 92, le compte n'y est pas, et le budget 93 ne laisse entrevoir aucune amélioration. A moins que... les étudiants ne s'en mêlent et fassent connaître leur exigence d'un budget proportionnel à leurs besoins.

Gagner c'est possible

En juillet et septembre, la lutte des "sans-fac", avec le dispositif SOS-Inscription de l'UNEF, a permis des milliers de bacheliers dans toute la France de gagner leur inscription à l'université.

A **Bordeaux**, fin septembre, 150 étudiants étaient sur liste d'attente pour entrer en Deug. Ils décident d'occuper les locaux jour et nuit. En moins d'une semaine les dossier son débloqués.

A **Lyon I** l'administration a instauré des listes d'attente à l'entrée de la licence de Bio, conséquence du manque de moyens et d'enseignants.
Face à ça, les associations étudiantes dont l'association UNEF de Lyon 1, décident d'engager la riposte : 500 signatures, conférence de presse, délégation à l'administration et à la DESup (direction de l'Enseignement Supérieur). Devant l'ampleur du mouvement, l'administration et le ministère embauchent 4 enseignants quelques jours plus tard.

Saint-Etienne : faute de moyens, les TD ne sont pas assurés en Sciences. A l'initiative de l'UNEF sciences, une pétition circule, des AG sont convoquées : 150 participants. Finalement, l'université lâche 6 postes.

Montpellier : en Sciences et Pharma, à la suite d'une note de service du rectorat rappelant l'aspect facultatif des droits spécifiques, les étudiants avec l'association UNEF exigent le remboursement.

Médecine : pour la énième année, le numerus clausus est revu à la baisse, mettant en cause l'existence même des petites universités de médecine. Une coordination, impulsée par les profs et les étudiants, se met en place.

Paris VIII : 70 % des cours ont besoins d'être dédoublés. Des AG de filières sont convoquées à l'initiative des UFR, des Profs, ou des associations UNEF des différentes filières .

Paris IV : l'administration veut bloquer la moitié des fonds de la CSE (Commission Sociale d'Etablissement) , et n'attribuer que 30 % du restant aux aides d'urgences. Les élus UNEF interviennent et gagnent que 50 % de la totalité des fonds soit attribué aux étudiants.

Lille I : refus de dérogations, l'administration refuse 20 inscriptions. Occupation des locaux par 50-70 étudiants. Les dossiers sont débloqués.Même situation à St Etienne après la signature d'une pétition par 900 étudiants , où encore à Nantes après une délégation d'étudiants à l'initiative de l'UNEF.

Edito (suite)

Et quel crédit accorder à vos propos de conte de fées, lorsqu'ils contredisent si nettement ce que nous vivons ?
Désolé, les étudiants ne sont pas des cervelles creuses prêtes à recevoir un savoir aseptisé ou à gober sur parole des discours en forme de "méthode Coué" !
L'année dernière, pendant 3 mois, unis et déterminés, ils ont exprimé leur rejet sans appel d'une réforme qui projetait de casser leurs formations. Ils ont rappelé leur exigence d'une réforme juste, pour changer l'Université qui tienne enfin compte des propositions des premiers intéressés. Au lieu d'en tenir compte, M. Lang prend nos rêves pour sa réalité et repasse les plats de la réforme Jospin. Mais changer la présentation ne changera rien au fond.
Cette mauvaise cuisine ne trompera personne : en bloc "façon Lionel" ou distillé "sauce Jack" c'est bien le même poison qu'on veut nous faire avaler. Mais le couvert n'est pas encore mis : signe des temps (et de la force des étudiants), Jack veut "consulter" avant de lancer son texte. Louable intention. Mais pour que cette consultation ne reste pas une autre déclaration de bonnes intentions, il va falloir y mettre notre grain de sel. Faisons en sorte que le ministère entende autre chose que l'écho de sa propre voix : prenons la parole !
On nous rabâche sans cesse "taisez-vous, ça pourrait être pire ! " Eh bien, à ceux-là, répliquons "exprimons-nous, on a droit à beaucoup mieux ! " Nous avons des idées sur ce qu'il nous faut pour réussir dans de bonnes conditions. Disons-le. A l'Université, en école, en institut, aujourd'hui, c'est nous qui jouons notre avenir, pas le ministre. Il fait mine de vouloir nous écouter ? Faisons-nous entendre !
(1) "Le Monde" du 19. 10. 92

François Toulat, rédacteur en chef.

POUR NOS ÉTUDES ON N'A PAS DE PACTOLE, MAIS ON A DES IDÉES

Bourses

En tenant compte du coût de nos études, c'est à un montant de 30 000 F qu'il faut porter la bourse la plus élevée, et c'est tout de suite 25 % des étudiants qui ont besoin d'une aide de l'Etat. "C'est injuste de rater ses études par manque de fric". (Cécile, d'Amiens).

Logement

- 200 000 demandes de chambres restent lettres mortes chaque année. Il faut débloquer 10 milliards de francs pour régler le problème.

- "Les effectifs du personnel de service ont besoin d'être renforcés". (Anne, de Bordeaux).

Conditions d'étude

Pour réussir nos études, c'est 25 qu'il faut qu'on soit par TD.
"Des crédits doivent être débloqués pour les BU : pour l'achat de livres et l'embauche de personnel qualifié". (Stéphane, de Paris).

Etudiants étrangers

"Les étudiants étrangers doivent avoir les mêmes droits que les étudiants français". (Marc de Marseille). Exigeons immédiatement l'abrogation de la loi Joxe-Pasqua et la circulaire Marchand.

Transports

Comme les autres catégories de la population, les étudiants doivent bénéficier d'une réduction de 50 % sur les transports. "Les campus universitaire doivent être desservis régulièrement toute la journée et au moins jusqu'à 21 heures". (Nathalie, de Lyon).

Restauration

Le ministère s'était engagé sur le retour à la parité Etat-Etudiant sur le ticket de Restau-U, il est temps que cela passe dans les faits. "La qualité déplorable de certains restau-U fait le bonheur des cafets privées". (Alain, de Nice).

Rénovation pédagogique

Tous les étudiants doivent pouvoir bénéficier du contrôle continu. "Les étudiants devraient participer aux jurys d'examens et avoir un droit de regard sur le contenu des formations". (Joël, de Clermont-Ferrand).

La concertation ? chiche !

Le 19 octobre, six mois après que nous ayons gagné le retrait du projet Jospin , Jack Lang veut faire passer un projet similaire. Pudiquement intitulé "rénovation pédagogique", ce projet sera censé être le fruit d'une grande concertation entre le ministère et les "acteurs" de la vie universitaire. L'ennui c'est que les premiers intéressés, c'est à dire les étudiants, sont tenus à l'écart.
Alors que la rentrée est dramatique, que la qualité de nos études et de nos formations est sans cesse remise en cause, des décisions importantes concernant 2 millions d'étudiants sont sur le point d'être prises. Il va falloir s'en mêler.
Il est hors de question que quoique ce soit se décide sans que nous ayons eu notre mot à dire.
Bien sûr qu'aujourd'hui une réforme s'impose ! Mais si c'est pour faire des économies en charcutant nos Deugs, on a déjà donné ! Par contre se donner les moyens de lutter contre l'échec, et permettre à tous d'avoir la possibilité d'étudier et de réussir, c'est ça qui serait moderne. Une telle réforme est urgente.

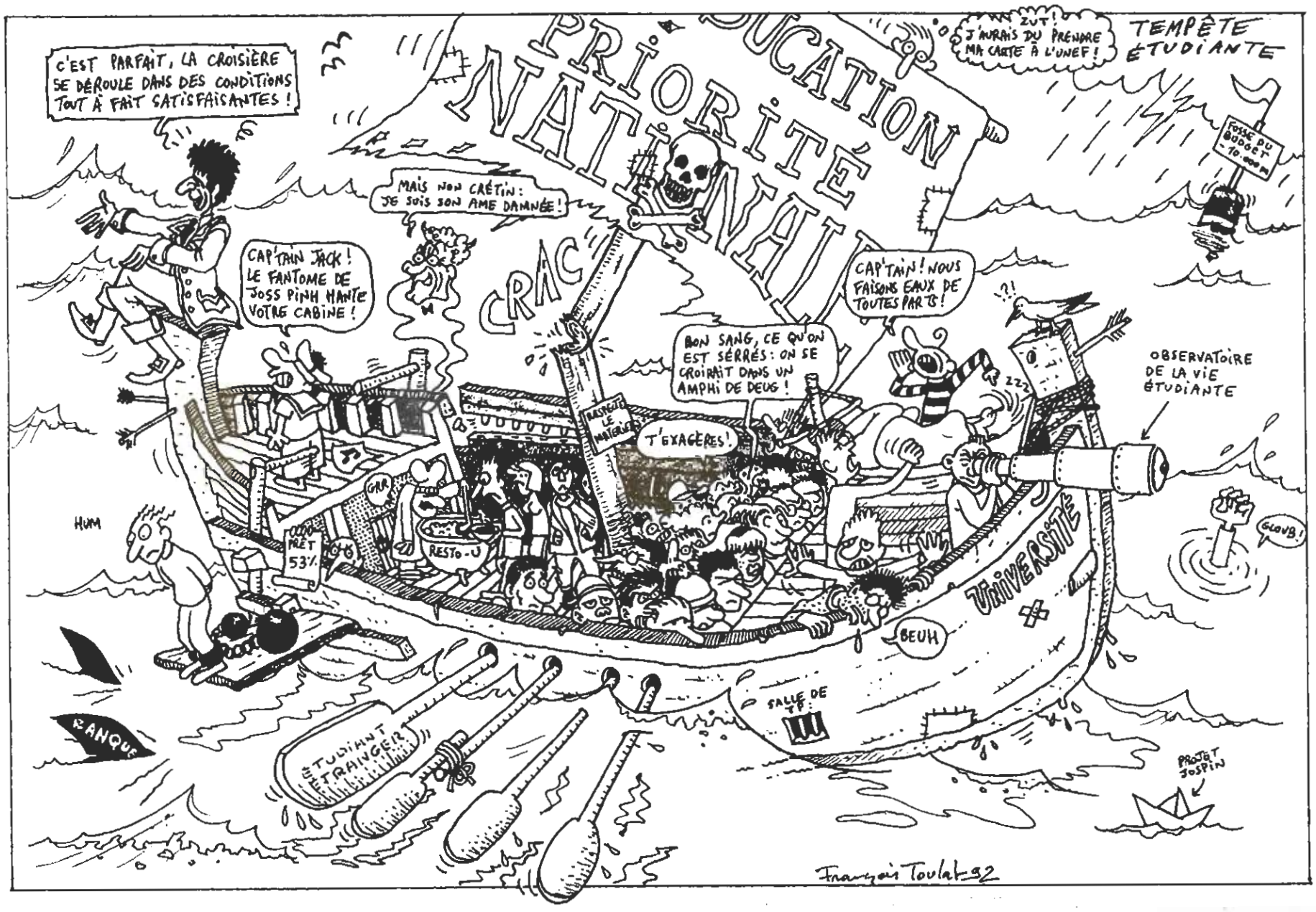
Mettons noir sur blanc ce que nous voulons !

Prenons le ministre au mot. Dans nos facs, nos amphis, nos TD, que nous soyons en BTS, en IUT, en Prépa ou en grandes écoles, discutons et décidons tous ensemble de ce qu'il nous faut.
Pour aider à cela, l'UNEF lance une grande campagne de concertation. Pas question pour l'UNEF de s'asseoir autour d'une tasse de thé et de négocier avec le ministre sur le dos des étudiants. Non, sans façon ! D'autres que nous le font très bien.
A travers cette campagne, mettons tous noir sur blanc nos "rouspétances" et nos propositions. La synthèse locale de ces "cahiers de revendications" pourrait alors servir de plate-forme revendicative de notre filière. Et pourquoi pas, de notre université. Quel appui, face aux administrations et au ministère !

Pour sa part, le **NOUVEAU –CAMPUS** entend bien jouer un rôle de premier plan dans cette campagne : envoyez la photocopie de vos "cahiers de revendications" ou de vos synthèses locales : elles seront publiées dès le prochain numéro !
Adresse : Le Nouveau Campus - 52 rue E. Pailleron - 75019 Paris

Modèle de "Cahier de revendications"

La galère de la rentrée



NOS DROITS

L'exonération des droits d'inscription concerne 10 % des étudiants en université, soit 121 400 "exonérables" qui s'ignorent.

Combien d'étudiants, de la première année de Deug jusqu'au DEA, connaissent cette disposition qui date pourtant de 1984 ? Il faut bien dire que, même si "personne n'est censé ignorer la loi", celle-ci ne fait pas l'objet d'une publicité débordante (on se demande bien pourquoi...).

Cette possibilité soulagerait quelque peu la situation financière d'étudiant(e)s n'ayant pas eu la "chance" de bénéficier d'une bourse. L'exonération peut être demandée avant ou après l'inscription et le paiement des droits.

Pour cela, il faut s'adresser au président de l'université (cf modèle de lettre). C'est lui qui prendra la décision. A noter : votre démarche aura plus de poids si elle est appuyée par une assistante sociale de la fac ou de la Médecine Préventive Universitaire (MPU). Joignez à votre lettre une photocopie de votre carte d'étudiant et un R.I.B. Enfin, en cas de refus, ne baissez pas les bras : si vous en avez besoin, vous y avez droit. Si ce n'est pas déjà fait, contactez l'UNEF de votre fac : l'intervention conjointe des premiers concernés et des élus et adhérents de l'UNEF à permis de résoudre plus d'un cas jugé "administrativement désespéré" !

Décret n°84-13 du 15 janvier 84 relatif à l'exonération des droits de scolarité dans les universités. (extrait)

Art. 2 - Les bénéficiaires d'une bourse d'enseignement accordée par l'Etat et les pupilles de la nations sont, de plein droit, exonérés du paiement des droits de scolarité dans les universités.

Art. 3 - Peuvent en outre bénéficier de la même exonération les étudiants qui en font la demande en raison de leur situation personnelle, notamment les réfugiés et les travailleurs privés d'emploi.

Les décisions d'exonération sont prises par le président de l'établissement en application de critères généraux fixés par le conseil d'établissement et dans la limite des 10 p. 100 des étudiants inscrits, non comprises les personnes mentionnées à l'article 2 ci-dessus.

Modèle de lettre pour une demande d'exonération (à adresser au président de l'université).

Monsieur le Président,

Inscrit en ***(préciser l'année et le cursus)*** dans votre université, ma situation financière personnelle ne me permet pas de faire des études dans de bonnes conditions ***(exposer la situation en motivant la demande)***.

Aussi, monsieur le président, en vertu de l'article 3 du décret n° 84-13 du 5 janvier 84, je demande à bénéficier, pour raisons sociales, de l'exonération des droits d'inscription.

En conséquence de quoi, je vous prie, monsieur le président de bien vouloir faire le nécessaire auprès des services compétents de votre université pour qu'il soit procédé au remboursement de mon inscription.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes sentiments respectueux.

(signature)

Billet

C'est encore loin... l'Amérique ?

Cela faisait plusieurs mois que, de son vaisseau Amiral "Intelligence", Jack Lang scrutait l'horizon à la recherche de l'Université, bout de terre dont on lui avait confié l'administration. Mais rien n'était en vue, et comme sur les deux autres bateaux de la flotte miuistérielle, respectivement baptisés "Sylvester" - hommage à celui que le Grandissime avait décoré des Arts et des Lettres pour son "oeuvre cinématographique" - et "Popaul" - du grand armateur Gaultier qui avait fourni les voiles colorées des caravelles et les uniformes de l'équipage -, la révolte grondait. Pourtant les moyens employés pour l'expédition étaient "considérables et tout devait se passer dans de bonnes conditions".

Mais Dieu seul savait ce qu'il faisait dans cette galère ! Bien sûr, il voulait s'occuper en même temps de la culture et de l'éducation, mais "l'université", cet îlot perdu au milieu de son océan d'ambition, ah ça, il ne l'avait pas demandé ! Certes, il avait lu des livres sur le sujet et des anciens lui en avaient quelque peu parlé : "tu sais, les indigènes ne sont pas commodes, ils tiennent à leurs terres, veulent des moyens pour la faire fructifier pour que tout le monde puisse en profiter..."

C'est quelques jours plus tard que cela arriva. Depuis le début de son voyage, il n'avait pas tenu la barre, préférant se laisser tanguer par ses souvenirs. A l'époque, il était l'idole des jeunes et bondissait, en col mao ou chemise vichy, de cocktail en cocktail pour épingler les poitrines. Ah que oui, ça était "chébran" ! Soudain, le mandarin de service cria "terre, terre". Il fit hisser ses couleurs imaginées par Burren, et "le rap de l'intelligence", son hymne favori, s'élança dans le ciel.

Il débarqua, allègre, quelques heures plus tard sur la terre ferme et fit rapidement le tour du propriétaire. Il vit des salles bondées, des files d'attente devant les amphis, des résidences universitaires délabrées. Et surtout des gens, beaucoup de gens, jeunes et moins jeunes, en colère. Pour mieux comprendre les "indigènes", il prit une de ces files qui menaient à un restaurant, du moins ce que certains avaient osé nommer ainsi. Un des "indigènes" se retourna sur Jack Lang :

" Nouveau ? "

- " Si on peut dire" rétorqua le ministre

- "Eh ben tu verras, c'est pas l'Amérique..."

L.H.B.

Etre plus nombreux, c'est être plus forts pour se défendre
Rien n'est plus efficace que de s'organiser pour gagner
MOI AUSSI, JE REJOINS L'UNEF

Nom .....Prénom .....

Adresse.....

.....Téléphone.....

Université.....Filière .....

Bulletin à découper ou à reproduire et à renvoyer à UNEF • 52, rue E. Pailleron • 75019 Paris

au SOMMAIRE du Nouveau Campus de déc. 92

- *les* ***élections universitaires,*** *pourquoi faire ?*
- *le* ***dossier : le vrai bilan du Plan Social Etudiant***
- *les* ***premiers résultats de la campagne "Prenons la parole"***
- ***l'invité "coup de gueule"***
- *etc...*

Le Nouveau Campus, journal de l'Union Nationale des Etudiants de France
ISSN 0180-0027 - Supplément UNEF-Inform CP 1142DE73 -
52 rue Edouard Pailleron - 75019 Paris - Tél. : (1) 42.45.84.84 - Fax : (1) 42.45.51.42
Directeur de la publication : Bob Injey - Rédacteur en Chef : François Toulat - Comité de Rédaction : Kate Corduant, Nadège Beauvais-Szczepanski - Photos : Marie-Noelle Bertrand - ont collaboré à ce numéro : Loïc Pen, L.H.B, Delphine Pacot, Laurent Frajerman, Alain Pagano - Photocomposition, Photogravure : DGC, Tour ESSOR Scandicci, 93500 Pantin - impression : SEPICA, 21 boulevard F. Suarez, 06340 La Trinité - Tirage Novembre 92 : 300 000 exemplaires.